



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

Arrêté n°2025 SGAD/BE-050 en date du 11 mars 2025

autorisant la déconsignation des sommes consignées au titre du code de l'environnement pour l'installation spécialisée dans la fabrication de carters automobiles, exploitée zone industrielle Saint-Ustre à Ingrandes, par la société Alvanse Foundry Poitou, représentée par maître Stéphane Gorrias, liquidateur judiciaire, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article R.516-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 5 novembre 2024 du Président de la République portant nomination de monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ;

Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement et notamment son article 64 ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et notamment son article 3 ;

Vu différents arrêtés préfectoraux portant réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et autorisant monsieur le directeur de la Fonderie du Poitou Fonte à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de carters automobiles situé zone industrielle de Saint-Ustre à Ingrandes ;

Vu notamment l'arrêté préfectoral n° 2014-DRCLAJ/BUPPE-220 en date du 10 octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à l'autorisation accordée à monsieur le directeur Fonderie du Poitou Fonte d'exploiter, sous certaines conditions, ZI de Saint-Ustre, commune d'Ingrandes, un établissement spécialisé dans la fabrication de carters pour moteurs d'automobiles, activité soumise à la réglementation des installations pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-DCPPAT/BE-083 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de Liberty Foundry Poitou pour l'exploitation, sous certaines conditions, en zone industrielle de Saint-Ustre à Ingrandes, un établissement spécialisé dans la fabrication de carter automobiles, activité soumise à la réglementation des installations pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-SG-SGAD-011 en date du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, secrétaire général de la préfecture de la Vienne, sous-préfet de l'arrondissement de Poitiers ;

Considérant le changement de dénomination de la société Liberty Foundry Poitou pour Alvanco Foundry Poitou le 30 août 2020 ;

Considérant que le tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire de la société Alvanco Foundry Poitou en date du 23 juillet 2021 en désignant Maître Stéphane Gorrias, société B.T.S.G., comme liquidateur judiciaire ;

Considérant qu'au titre du chapitre 1.5 de l'arrêté du 7 février 2020 susvisé, l'exploitant a consigné auprès de la Caisse des dépôts et consignations les garanties financières exigées ;

Considérant que le décret du 6 juillet 2024 susvisé a supprimé l'exigence de garanties financières pour les installations classées pour l'environnement soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux ;

Considérant dès lors que l'installation objet du présent arrêté n'est plus soumise à l'obligation de constitution de garanties financières et qu'il y a lieu d'autoriser la déconsignation des sommes consignées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

Les dispositions applicables à la société Alvanco Foundry Poitou, inscrite au répertoire SIREN sous le numéro 850 325 077, dont le siège social est situé zone industrielle de Saint-Ustre 86220 Ingrandes, représentée par la société B.T.S.G., sise 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine, en la personne de maître Stéphane Gorrias, liquidateur Judiciaire, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter à la même adresse, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARRETE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION

Les dispositions applicables à la société Alvance Aluminium Poitou, inscrite au répertoire SIREN sous le numéro 850 325 317, dont le siège social est situé zone industrielle de Saint-Ustre 86220 Ingrandes-sur-Vienne, représentée par la société B.T.S.G., sise 15 rue de l'Hôtel de Ville 92200 Neuilly-sur-Seine, en la personne de maître Stéphane Gorrias, liquidateur Judiciaire, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter à la même adresse, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – ABROGATION DE L'OBLIGATION DE CONSTITUTION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 7 de l'arrêté du 30 juin 2014 susvisé est abrogé.

L'article 2 de l'arrêté du 27 mai 2020 susvisé est abrogé.

L'obligation de constitution de garanties financières à laquelle est soumis l'exploitant pour son site sis sur la commune d'Ingrandes-sur-Vienne est levée.

Les sommes préalablement consignées par l'exploitant sont déconsignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations, à sa demande.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par la société Alvance Aluminium Poitou, représentée par maître Stéphane Gorrias, liquidateur judiciaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : www.telerecours.fr
Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 5 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Ingrandes-sur-Vienne et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire d'Ingrandes-sur-Vienne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Alvanco Aluminium Poitou, représentée par maître Stéphane Gorrias, liquidateur judiciaire, et dont une copie sera adressée au maire d'Ingrandes-sur-Vienne ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 11 mars 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Etienne Brun-Rovet